

[Text]

les producteurs de lait nature, qui ne reçoivent pas plus d'aide. Cette suggestion nous a été faite à différentes reprises. C'est peut-être un système compliqué mais j'espère que vous allez trouver une solution pour que les producteurs de lait nature contribuent aussi au coût de l'exportation des surplus.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont. I recognize Mr. Lessard.

M. Lessard (Lac-St-Jean): Monsieur le président, merci. Je crois que c'est bien inutile d'élaborer sur cette décision du ministre de réduire les subventions de 10 millions. Je pense que nous sommes unanimes à déplorer cette décision qui ne sera certainement pas de nature à aider nos cultivateurs dans l'immédiat. Je crois qu'on aurait pu trouver ces 10 millions ailleurs. Alors que les frais augmentent dans d'autres ministères, pourquoi ne pas accepter qu'ils montent également au ministère de l'Agriculture? De toute façon, le ministère de l'Agriculture a-t-il considéré la possibilité d'établir un fonds de retraite pour réduire le nombre de producteurs laitiers de façon à diminuer la production globale et, de ce fait, les surplus? Beaucoup de producteurs laitiers ont atteint un âge qui est pour d'autres celui de la retraite. S'ils pouvaient vendre leur contingentement et toucher une pension de retraite quelconque, ces gens-là se retireraient et de ce fait, la production globale serait réduite. Serait-il possible d'établir un tel fonds de retraite, et aussi d'établir un fonds de rachat des contingentements, quitte à les revendre, lorsque nécessaire, pour permettre au producteur d'atteindre l'équilibre nécessaire à la rentabilité de l'exploitation?

Par exemple, un producteur a un contingentement de 100,000 livres de lait, et il en produit 225,000 livres. Si le gouvernement rachetait des contingentements et en faisait une banque, on pourrait les revendre à des individus qui sont justement dans cette catégorie. Cela, en somme, ne coûterait à peu près rien au gouvernement et permettrait d'éliminer une certaine quantité de producteurs en plus d'établir sur une base rentable ceux qui le demeureraient.

Une telle suggestion est-elle susceptible d'être considérée par le ministre, si elle fait partie du rapport de ce comité?

Mr. Olson: Yes, Mr. Chairman, we have given a great deal of consideration to some of the concepts you have raised regarding withdrawal. Indeed I announced in the House of Commons that we hoped to be able to achieve that by bringing in a bill this session of Parliament, provided we can work out the

[Interpretation]

increased assistance. That suggestion was made to us on several occasions. It may be a complex system but I hope that you will find a solution so that the fluid milk producers will also share the export cost of surplus milk.

Le président: Merci, monsieur Clermont. Maintenant, je donne la parole à M. Lessard.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Thank you, Mr. Chairman. I think it is quite useless discussing the Minister's decision to reduce subsidies by \$10 million. I think we are unanimous in regretting this decision which will certainly not help our farmers in the near future. I think we could have found those \$10 million elsewhere. Costs are increasing in other Departments, so why not accept the same in the Department of Agriculture? Anyhow, I would like to know whether your Department has thought of establishing a pension plan to reduce the number of dairy producers in order to reduce the over-all production and hence, the surpluses? Many dairy producers who are older people would normally be retired. If they could sell their quotas and draw a pension, they would retire and therefore the total production would be reduced. Would it be possible to establish such a pension fund, and also to establish a fund through which to buy back the quotas, and selling them back if necessary, in order to enable producers to reach the balance required to operate on a profitable basis?

For instance, a producer has a quota of 100,000 pounds of milk, and he produces 225,000 pounds if the government were to buy back quotas and set up a bank, they could be sold back to persons who are in that category. That would not cost much to the government and it would enable the elimination of some producers and have better incomes for those remaining in the business.

Do you think that this suggestion would be considered by the Minister if it were included in the committee's report?

M. Olson: Oui, monsieur le président, nous avons longuement songé à certains des principes que vous venez de souligner au sujet du retrait et en effet j'ai annoncé à la Chambre que nous espérons pouvoir le faire en présentant un bill au cours de la présente session, à condition que nous puissions régler les détails